



Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



Revue de presse

18 janvier 2016

La grande messe annuelle organisée par l'église FJKM, qui s'est tenue le 17 janvier dernier, figure au centre de l'actualité. Durant son homélie, le président de l'église, le Pasteur Lala Rasendrasahina a rappelé à l'ordre les responsables étatiques sur leur sens moral. Dans un autre contexte, deux hommes politiques ont annoncé leur ambition de se porter candidats aux élections présidentielles. Par ailleurs, le raid aérien opéré par les éléments de la gendarmerie dans le district de Betroka, se soldant par la mort d'une soixantaine de dahalo, occupe également les grandes lignes des quotidiens parus ce jour.

## PROCESSUS ELECTORAL

### LES 42 SENATEURS SERONT CONNUS CETTE SEMAINE

Le suspense sera levé sur la confirmation ou non des résultats provisoires des sénatoriales, du fait que le verdict de la Haute Cour Constitutionnelle sera connu dans le courant de cette semaine. En effet, la loi en vigueur prévoit que la HCC doit proclamer les résultats officiels 15 jours après la proclamation des résultats provisoires par la Commission Electorale Nationale Indépendante. Et comme cet organe électoral s'est acquitté de son devoir le 09 janvier dernier, la HCC aura donc jusqu'à dimanche prochain au plus tard pour se prononcer et ainsi officialiser les noms des 42 sénateurs élus parmi les 63 qui composeront la Chambre Haute. Quant aux 21 restants, ils seront nommés par le Chef de l'Etat 15 jours après l'officialisation des résultats par la HCC. Les yeux sont donc rivés sur Ambohidahy concernant les 20 requêtes déposées par les candidats. La HCC osera-t-elle prononcer des élections partielles ou des annulations de voix, se questionne **Madagascar-Laza (p. 2)**.

- Le président national du parti HVM Rivo Rakotovoao ne s'est pas encore présenté à la Présidence de la République en vue de la nomination des nouveaux membres du Sénat. Questionné sur son intérêt pour le poste de sénateur, il a précisé qu'il appartient au Chef de l'Etat d'en décider. (**Madagascar-Laza, p. 3**)
- De l'avis de **La Gazette de la Grande Île**, le fait que les administrateurs civils, l'association d'ingénieurs et de nombreux intellectuels accourent vers Ambohitsorohitra est seulement le signe de leur cupidité et de leur avidité de pouvoir, car ils espèrent figurer parmi les 21 sénateurs nommés par le Chef de l'Etat. (**p. 13**)
- La convoitise de la présidence du Sénat pourrait enclencher une guerre intestine au sein du HVM. Entre Riana Andriamandavy VII, Malo Benoît et l'ancien Premier ministre Kolo Roger, ce dernier est le seul parmi ces élus officiels à disposer d'une carrure de chef d'institution et pourrait légitimement postuler pour occuper la tête du Palais de verre d'Anosy. (**La Vérité, p. 3**)

## Relations internationales

### LE CANADA PRET A APPORTER SON SOUTIEN A MADAGASCAR DANS L'ORGANISATION DU SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

L'ambassadeur canadien Philippe Beaulne s'est entretenu, samedi dernier, avec le Président de la République Hery Rajaonarimampianina au palais d'Etat d'Iavoloha. L'objet de l'entretien a été centré sur l'organisation du prochain Sommet de la Francophonie. « Nous avons été très heureux de rencontrer le Chef de l'Etat en vue du Sommet de l'Organisation Internationale de la Francophonie, qui sera un succès pour Madagascar et pour la Francophonie », a confié le diplomate canadien. Philippe Beaulne a annoncé la contribution du Canada dans l'organisation dudit Sommet, notamment concernant le protocole, la logistique et la sécurité. Rappelons que la Grande Ile accueillera 80 délégations de pays membres de l'OIF, soit près de 3.000 visiteurs attendus à Antananarivo cette

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



année. (Les Nouvelles, p. 2 ; L'Express de Madagascar, p.5 ; Madagascar-Laza, p. 3 ; L'Observateur, p. 2)

## Politique interne

### LE PRESIDENT DE L'EGLISE FJKM APPELLE AU SENS MORAL DES RESPONSABLES ETATIQUES

Durant la grande messe annuelle de l'église réformée de Madagascar ou FJKM, qui s'est tenue au palais des Sports de Mahamasina hier, l'homélie du Pasteur Lala Rasendrahasina a été focalisée sur la sérénité au sein de l'église dont il est le président. Il a profité de l'occasion pour appeler au sens moral des responsables étatiques. D'ailleurs, bon nombre de personnalités politiques, dont le Président de la République Hery Rajaonarimampianina, des membres du gouvernement, des conseillers spéciaux du Chef de l'Etat, ou encore la mairesse d'Antananarivo Lalao Ravalomanana, ont répondu à l'invitation de la FJKM. « Vivre et travailler dans le respect des préceptes de l'église, serait une manière de regagner la confiance de la population envers l'administration publique », a déclaré l'homme d'église. Dans la troisième partie de son homélie, il a rappelé que l'église tient une place majeure au sein de la société, notamment dans la recherche de solutions aux blocages qui freinent le développement du pays. A la sortie du culte, Hery Rajaonarimampianina a soutenu que l'église et l'Etat entretiennent d'excellentes relations, mais dans le cadre de la loi. (L'Express de Madagascar, p. 5 ; Les Nouvelles, p.3 ; Madagascar-Laza, p. 4 ; La Gazette de la Grande Île, p. 4 ; L'Observateur, p. 2 ; Tia Tanindrazana, p. 3)

- En marge du culte, le Chef de l'Etat a fait savoir qu'il n'a aucune ambition d'être à la vice-présidence du FFKM ou Conseil œcuménique des églises chrétiennes de Madagascar. Ainsi, il n'envisage pas de rivaliser avec son prédécesseur, l'ancien Président Marc Ravalomanana à ce poste. « Je suis ici suite à l'invitation de la FFKM », a-t-il déclaré. (Midi Madagasikara, p. 3)
- Madagascar Matin voit la présence du Chef de l'Etat lors du grand culte de l'église FJKM comme un clin d'œil aux dirigeants et fidèles de l'église. Les querelles entre Hery Rajaonarimampianina et Marc Ravalomanana ont contribué à la chute libre de la cote de popularité du régime auprès de l'opinion publique, conclut le quotidien. (p. 3)

### LE PARTI ANTOKO POLITIKA MADIO INSTAURÉ OFFICIELLEMENT

La cérémonie de présentation officielle du parti « Antoko Politika Madio » qui s'est déroulée samedi dernier à Soarano, a permis de présenter ses membres du bureau. Ce fut également l'occasion pour son président national, Faniry Alban Rakotoarisoa alias Gangstabab, de faire connaître son ambition présidentielle. « C'est la raison pour laquelle j'ai décidé de créer un parti politique et non une association ou une organisation quelconque », a-t-il déclaré. Il a toutefois précisé que sa candidature aux élections présidentielles ne sera pas pour 2018, même s'il avoue déjà disposer d'un projet pour le développement de Madagascar, et envisage d'apporter un nouveau souffle à la vie politique malgache. « C'est pour écarter les dinosaures politiques avides de pouvoir que l'APM a été créé », ajoute Gangstabab. Notons que le parti opte pour une idéologie centriste. (Midi Madagasikara, p. 3 ; La Vérité, p. 3 ; Tia Tanindrazana, p. 2)

## Economie et société

### BETROKA : UNE SOIXANTAINE DE « DAHALO » ABATTUS PAR LES GENDARMES

La commune de Bekirobo, district de Betroka, a été le théâtre d'un raid aérien hier aux alentours de 13h30. De source auprès de la gendarmerie, une soixantaine de « dahalo » qui venaient d'attaquer le village de Bekirobo pour dérober près d'une centaine de bovidés, ont été abattus sous un déluge de

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



feu, par les éléments de la gendarmerie, depuis un hélicoptère. Dans leur fuite, les « dahalo » ont renoncé à leur butin. Ainsi, près de 80 bovidés ont été récupérés. Dans la même foulée, un garçon qu'ils avaient pris en otage a été relâché sain et sauf. A noter que le vendredi avant cette attaque, neuf bandits ont attaqué un autre village de la localité, entraînant la mort d'un gendarme de première classe en service au Poste avancé de Bekirobo, et se sont emparés d'une vingtaine de bovidés. Ayant eu vent de cette affaire, la compagnie territoriale de la gendarmerie de Betroka a envoyé, samedi dernier, 25 éléments à la rescousse pour passer les environs au peigne fin, mais sans succès. Les éléments hélicoptérés de la gendarmerie ont été dépêchés dans la matinée d'hier pour intensifier le ratissage, et ont découvert la dépouille du gendarme, victime de l'attaque des bandits. Pensant que le moral des gendarmes était au plus bas après cette découverte macabre, les bandits sont revenus en masse pour attaquer la commune de Bekirobo. C'est lors de l'attaque que les éléments hélicoptérés sont tombés sur les bandits. Jusqu'alors, aucun corps n'a été retrouvé, les malfaiteurs ont apparemment traîné les dépouilles de leurs comparses durant leur fuite. (L'Express de Madagascar, p. 3 ; Les Nouvelles, p.4 ; Madagascar Matin, p. 9 ; La Vérité, p. 6)

## L'AFFAIRE DE KIDNAPPING A TAMATAVE A ACCENTUE LE CLIVAGE ENTRE LES CORPS DE METIERS

Le kidnapping d'Arnaud à Tamatave semble dépasser le cadre du simple fait-divers, dans la mesure où les corps de la gendarmerie nationale, de la police nationale, des agents pénitenciers et de la magistrature commenceraient à se jeter des pierres. Le jour même de la libération d'Arnaud lundi dernier, la gendarmerie a présenté un bilan accablant les agents pénitenciers, faisant état de l'implication de ces derniers dans des actes de grand banditisme. En effet, dans l'affaire du kidnapping à Toamasina, certaines informations indiquaient que parmi les ravisseurs figuraient des personnes censées être détenues. Ceci laisserait supposer la possibilité d'une complicité d'agents pénitenciers. Accablé par les affirmations de la gendarmerie nationale, le Syndicat du personnel des agents pénitenciers a répliqué vendredi devant la presse, en affirmant que de nombreux éléments des forces de l'ordre sont également impliqués dans divers crimes et délits, tels que association de malfaiteurs, attaque à main armée ou encore kidnapping. Lors de la libération d'Arnaud, certaines informations communiquées par la presse faisaient aussi état d'une probable implication de membres de la magistrature et de personnel du Tribunal dans l'affaire, ce qui a fortement remonté le Syndicat des Magistrats de Madagascar. Jeudi, le SMM a invectivé la presse pour « diffusion de fausses informations ». Par ailleurs, la déclaration du Président de la République Hery Rajaonarimampianina selon laquelle il « veut des coupables » explique l'entrée en scène d'une délégation de la Présidence de la République lors de la procédure de dessaisissement de la juridiction de Toamasina. Selon la ministre de la Justice Noëline Ramanantenasoa, cette décision a été prise en vue de faire avancer l'enquête et pour avoir un environnement plus propice à la recherche de la vérité. Pourtant, cette décision pourrait confirmer les suspicions autour des instances de sécurité et judiciaires de Toamasina et ; dans la même foulée, entraîne également des soupçons à l'égard de la Présidence de la République, opine **L'Express de Madagascar, p. 6**

- Dans un communiqué de presse publié vendredi, l'Ordre des Journalistes de Madagascar a réagi face à la sommation faite par le Syndicat des Magistrats de Madagascar. Selon l'OJM, le métier de journaliste, comme celui de magistrat, est délicat puisque gage de la démocratie. Par ailleurs, l'OJM a indiqué que des rectificatifs ont été faits sur les informations dites « fausses » par le SMM. L'Ordre des journalistes réclame également l'effectivité de l'accès à l'information à tous les niveaux des instances publiques. (**L'Express de Madagascar, p. 5**)
- Dans une interview accordée à **Midi Madagasikara**, le secrétaire général du Syndicat des magistrats de Madagascar Faniry Ernaivo a crevé l'abcès en faisant état de vice de procédure « flagrant » relatif au transfert de compétences dans ce dossier « Kidnapping ». Dans son argumentaire, le magistrat affirme que cette décision de transfert sur base de lettre confectionnée met en branle l'indépendance de la Justice, alors que lors des dernières assises

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:







# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



de la Magistrature, l'Etat avait promis de ne plus s'immiscer dans les affaires judiciaires. Cette décision de la Présidence de la République est un signe du non-respect délibéré du principe de séparation des pouvoirs. De plus, l'Etat central n'a pas le droit de retirer un dossier d'une juridiction à une autre, car une telle ingérence est tout simplement illégale, continue Faniry Ernaivo. (p. 17)

- Dessaisir devient une habitude du régime actuel, opine **La Gazette de la Grande Île**, concernant la décision de la Présidence de la République de dessaisir le tribunal de Tamatave dans l'affaire du kidnapping d'Annie et Arnaud. Pour justifier son opinion, le quotidien rappelle le dessaisissement de l'affaire impliquant Marc Ravalomanana, Jean-Marc Koumba et quatre employés de l'Aviation civile de Madagascar, qui ont été déplacés d'Antsirabe à Antsiranana. Un autre exemple concerne les 37 prévenus dans l'affaire du meurtre de deux Français en 2013, lesquels ont été délocalisés à Antananarivo. Le régime semble ne pas être convaincu des vertus de la décentralisation effective, conclut le quotidien. (p. 3)

## Format de couverture

Lors de son arrivée à l'aéroport d'Ivato jeudi dernier parmi les passagers d'Air Mauritius, l'ancien président de la Transition Andry Nirina Rajoelina a accordé une interview exclusive au téléphone à **Midi Madagasikara**. Au cours de l'entretien, l'ancien homme fort de la Transition a expliqué les raisons de son absence à la cérémonie de présentation de vœux organisée au palais d'Etat d'Iavoloha. Ainsi, il a soutenu qu'il a prévenu à l'avance qu'il lui était impossible d'honorer cette invitation pour cause de déplacement à l'étranger. Andry Rajoelina a également révélé qu'à l'époque, c'est l'opérateur économique Mamy Ravatomanga qui lui a présenté Hery Rajaonarimampianina, juste à la veille de la formation du gouvernement durant la période transitoire. « J'ai décidé de nommer l'actuel Chef de l'Etat au poste de ministre des Finances et du Budget au lendemain de notre rencontre », a-t-il confié. Il conclut son intervention en affirmant qu'il sera candidat aux présidentielles de 2018.

## Un peu d'humour



L'Express de Madagascar, p. 6

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: [tiaray.randriamalala@eces.eu](mailto:tiaray.randriamalala@eces.eu)

Mirana RAZAFINDRAZAKA: [mirana.razafindrazaka@eces.eu](mailto:mirana.razafindrazaka@eces.eu)

Site web: [www.incipals.eu](http://www.incipals.eu)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne